



Un État palestinien en 2017 : Un siècle après la Déclaration de Balfour ?

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 12 septembre 2010

12 septembre 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

« *Ce qui est à moi est à moi, ce qui est à toi. Ce qui est à toi est négociable* »

Devise attribuée par l'Occident à l'Empire soviétique

En l'occurrence il ne restera aux Palestiniens plus rien à négocier si ce n'est leur propre personne. Depuis, le temps, les Palestiniens après la Nekba de 1948 tentent de récupérer leurs territoires perdus notamment à partir de 1967. Ils croient naïvement à la légalité internationale. Les résolutions de l'ONU notamment celles du 22 novembre 1967 stipulent sans ambiguïté aucune la restitution de tous les territoires acquis par la force après 1967 ainsi que la ville d'El Quods et le droit de retour pour les réfugiés chassés depuis 1948. « Les frontières d'Israël sont celles d'Auschwitz » disait Aba Eban. Elles ne sont donc pas figées et en expansion continue comme l'univers après le « big bang »

Petit retour pour comprendre les fondements du calvaire Palestinien Thami Bouhmouch explique :

« Le drame palestinien a débuté en 1917, lors de la fondation du « foyer national juif. (...) La déclaration Balfour visait probablement en sous-main à éloigner les juifs d'Europe. Toujours est-il que depuis cette date, l'entité sioniste a occasionné les destructions et souffrances les plus alarmantes. Des individus fanatisés venus de Pologne, de Kiev, de Biélorussie, de Grande Bretagne, etc. se déclarent maîtres des lieux, font main basse sur les terres, planifient les expulsions, la mort et la dévastation. Le peuple palestinien a affaire à un adversaire « sûr de lui et dominateur » (C. De Gaulle, 1967), un adversaire fourbe et d'une cruauté inégalée. (...) On annonce que les pourparlers avec les Palestiniens doivent s'engager sans condition préalable ; deux jours après, on crée la surprise en posant une condition sine qua non : reconnaître « Israël en tant qu'Etat juif ». On promet à chaque fois de stopper la colonisation, cependant que les constructions se poursuivent furtivement (plus de 100 colonies ont été créées depuis les accords d'Oslo) ». (1)

« Les « accords » signés sont systématiquement foulés aux pieds. Le phénomène a pris une ampleur invraisemblable. La boutade de Ben Gourion, à cet égard, est très éloquente : « Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal, nous avons pris leur pays » (cité par Nahum Goldmann dans Le paradoxe juif, 1976). La bravade est prononcée haut et fort, sur un ton plein de morgue et de dérision.(...) L'ordre d'expulsion relève d'un programme mûrement réfléchi : déposséder et chasser le plus grand nombre possible de Palestiniens. « Nous devons tout faire, disait Ben Gourion (1948), pour nous assurer qu'ils ne reviennent pas... Les vieux mourront et les jeunes oublieront »...

(18/07/48, voir www.france-palestine.org) Qu'en on juge par les déclarations de ces leaders sionistes : « Nous devons utiliser la terreur, les assassinats, l'intimidation, la confiscation des terres et l'arrêt de tous les programmes sociaux afin de débarrasser la Galilée de sa population arabe » (Israël Koenig, in The Koenig mémorandum, 1976 - www.historyofisrael.info) ; « Les palestiniens seront écrasés comme des sauterelles et leurs têtes éclatés contre les rochers et les murs » (Yitzhak Shamir, 19/06/88 - www.anti-imperialisme.com) (1)

A grands renforts de publicité Obama ouvre comme les précédents présidents un nouveau round de négociation à Washington le 2 septembre Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et le président palestinien, Mahmoud Abbas, sont convenus de se retrouver les 14 et 15 septembre « dans la région », puis toutes les deux semaines. Lors d'une intervention devant la presse en présence de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton avant le début des discussions, Benyamin Nétanyahou s'était adressé à Mahmoud Abbas en soulignant qu'il y aurait « des concessions douloureuses des deux côtés ». « Reconnaissez Israël comme l'Etat-nation du peuple juif », a demandé le dirigeant israélien. « Cessez complètement la colonisation et l'embargo à Gaza », lui a répondu le président de l'Autorité palestinienne. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, « n'exclut pas de procéder à un référendum » en Israël s'il parvient à conclure un accord de paix avec les Palestiniens,

Cinq dossiers, explique Helène Bekmezian sont sur la table La question des colonies : Ce sujet est le plus délicat. Mercredi, à quelques heures des négociations, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a redit qu'il n'envisageait pas de reconduire le moratoire de dix mois sur la construction de colonies de Cisjordanie, qui arrive à expiration le 26 septembre. Lundi, la radio militaire israélienne a par ailleurs indiqué que « plusieurs milliers » de logements pourraient commencer à être construits dès le 27 septembre dans 57 colonies. Or, dès dimanche, le président palestinien, Mahmoud Abbas, avait prévenu qu'il ne négocierait plus si les constructions reprenaient et, mercredi, dans une tribune au New York Times Mais l'Etat hébreu resterait inflexible sur la reprise des chantiers dans les grands blocs d'implantations où vivent la majorité des 300 000 colons juifs, hors Jérusalem-Est ».(2)

« La création d'un Etat palestinien : Les Palestiniens veulent proclamer un Etat souverain sur l'ensemble des territoires palestiniens occupés par Israël en juin 1967 : Jérusalem-Est, toute la Cisjordanie et la bande de Gaza. Israël réclame la démilitarisation, le contrôle de l'espace aérien et des frontières extérieures d'un tel Etat. Israël considère Jérusalem comme sa capitale « indivisible et éternelle » et veut garder le contrôle du « bassin sacré » comprenant la Vieille ville, site de certains des principaux lieux saints des trois monothéismes. (...)Ehoud Barak, a laissé miroiter un espoir de compromis via un partage de Jérusalem, dans une interview au quotidien Haaretz. Mais il a rapidement été contredit par un responsable de la délégation de Nétanyahou qui a réaffirmé que « Jérusalem restera la capitale indivisible d'Israël ». »(2)

« Il y a plus de quatre millions de réfugiés palestiniens, en grande majorité des descendants des 700 000 Palestiniens ayant fui de gré ou de force à la création de l'Etat d'Israël en 1948. Les Palestiniens exigent qu'Israël reconnaisse un droit au retour des réfugiés dans ses frontières, conformément à la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU. M. Nétanyahou veut lui d'abord que les Palestiniens reconnaissent Israël « comme l'Etat du peuple juif » afin de garantir que la question des réfugiés sera résolue dans le cadre du futur Etat palestinien. Israël se réserve une grande partie des nappes phréatiques dans le sous-sol de la Cisjordanie. Les Palestiniens, qui ont l'interdiction de creuser des puits sont obligés

d'acheter l'eau auprès de Mekorot, la compagnie d'eau israélienne, réclament un partage équitable. Selon Amnesty International, la consommation d'eau annuelle des Israéliens est quatre fois plus importante que celle des Palestiniens (2). »

Mohammed Dahlan conseiller à la sécurité de Abbas interviewé par Georges Malbrunot : prend déjà ses distances « Les Américains n'auraient pas dû inviter Mahmoud Abbas et Benyamin Nétanyahou. Cette rencontre n'est qu'une cérémonie de plus pour la galerie. Soyons réalistes: Nétanyahou ne veut pas d'un État palestinien viable. Il ne cherche qu'à gagner du temps. Il s'est allié avec les colons au lieu de s'allier avec la communauté internationale. Obama a cette volonté, exprimée au Caire en 2009. Malheureusement depuis, son Administration est revenue à ses vieilles chimères: elle ne pratique que de la gestion de crise. Elle n'a pas la volonté politique suffisante pour régler le conflit. J'en appelle aux Européens: qu'ils abandonnent leur rôle d'observateurs, ils ne sont pas de simples bailleurs de fonds, ils doivent s'impliquer. S'ils s'unissent, ils peuvent peser face aux États-Unis et à Israël. La colonisation et les négociations ne peuvent plus aller de pair. C'est un mensonge de prétendre le contraire. Le 26 septembre, le Fatah se réunira. Nous ne soutiendrons pas les discussions en cas de poursuite de la colonisation. Nous le dirons à Mahmoud Abbas. » (3)

Le grand rabbin ultraorthodoxe Ovadia Yossef, chef spirituel du parti Shas, une des formations de la majorité au pouvoir à Jérusalem, a salué « l'événement » en appelant Dieu à mettre fin aux jours de M. Abbas... Le Hamas, la deuxième branche du mouvement palestinien, qui contrôle Gaza qualifie la rencontre de Washington de « grande tromperie ». Un récent sondage de l'Institut palestinien Amrad révèle que 86 % des Palestiniens appuient la résistance armée [Le Hamas], que 91 % réclament un seul État palestinien sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique. Les Occidentaux diabolisent le Hamas pourtant légalement élu. C'est une erreur

Pascal Boniface directeur de l'Institut Français des Relations Internationales nous met en garde contre cette ambiance factice et analyse le déséquilibre des deux négociateurs. Nous l'écoutons :

« Un optimisme convenu est affiché par tous les protagonistes des négociations directes israélo-palestiniennes qui viennent de reprendre. (...) Mais les rappels historiques sont un cimetière des espoirs déçus, très nombreux en ce qui concerne les espoirs de paix au Proche-Orient. Dans la période récente rappelons juste que George W. Bush parlait de sa vision d'un Etat palestinien d'ici un an en 2005. Au-delà de ces rappels, un certain nombre de considérations vient d'ores et déjà fournir des éléments d'inquiétude sur la suite des événements. Il y a tout d'abord la volonté de certains groupes armés palestiniens de faire dérailler le processus avant même sa reprise. Les négociations n'étaient pas encore ouvertes qu'une attaque armée terroriste venait tuer quatre colons israéliens en Cisjordanie. (...) Il n'est pas certain que le gouvernement israélien actuel reprenne à son compte la formule d'Itzhak Rabin qui affirmait vouloir continuer le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme, et combattre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix. (...) Autre obstacle, la fin du moratoire sur la colonisation décrété par le gouvernement israélien, qui prend fin le 26 septembre. Benyamin Nétanyahou a indiqué qu'il ne prolongerait pas.(...) Sa coalition gouvernementale pourrait-elle y survivre ? Nétanyahou a déclaré qu'on ne pourrait parvenir à une paix véritable et durable seulement à condition que des concessions pénibles et mutuelles des deux côtés soient faites ».(4)

« Cela veut donc dire que les Palestiniens doivent également faire des concessions. Sur

quoi ? Les futures frontières de l'État palestinien ? Doivent-ils renoncer à voir l'ensemble des territoires occupés être libérés ? (..) La concession que devraient faire les Palestiniens consisterait-elle à oublier cette compensation ? Après avoir accepté de créer leur Etat sur seulement 22 % de la Palestine mandataire, devront-ils faire de nouvelles concessions territoriales ? Devront-ils accepter une concession pénible et mutuelle sur Jérusalem ? (...) N'est-ce pas une façon d'annoncer la création d'un État palestinien réduit ? Cela ne cache-t-il pas une volonté de faire jouer le fait accompli ? Aucun Etat, y compris les Etats-Unis, ne reconnaît les conquêtes militaires de 1967 et encore moins l'annexion de Jérusalem. Celles-ci sont illégales juridiquement. Mais lorsqu'on parle d'un règlement du conflit, il n'y a aucune exigence à l'égard d'Israël pour se conformer au droit international. On espère un accord entre deux parties comme si elles étaient sur un pied d'égalité. Or il y a une différence entre elles. Les Palestiniens ont juridiquement raison mais sont militairement inférieurs ». (4)

Pascal Boniface a raison de parler de faits accomplis et de la puissance d'Israël. Cette force prime le droit. Toute la politique israélienne est une succession de faits accomplis, chacun effaçant le suivant. On parle de geler les colonies, mais les 300.000 colons c'est un fait accompli ; De plus ils ne sont pas installés en bordure de l'Etat israélien, mais loin en profondeur. Tous les points névralgiques en terme religieux et même économique sont occupés. Au besoin les Palestiniens y sont chassés. Israël par l'intermédiaire de ses organisations sionistes aux Etats-Unis offre 10.000 \$ à tout occidental ou de l'ancien empire soviétique d'ascendance juive de faire son « Alya » « sa montée vers Israël » et venir s'installer en cis-Jordanie sur les terres palestiniennes au besoin on dynamitera les maisons, on interdira aux Palestiniens de construire ou de réparer leur maison. Mieux encore il y a eut une tentative d'expulser les Palestiniens qui ne sont pas nés en cis-jordanie vers Ghaza, même s'ils y vivent depuis toujours. Pire ceux qui y vivaient en 1948, n'ont pas le droit de revenir

Cela veut dire en définitive, que chaque round de négociation factice pour les Palestiniens est bénéfique pour Israël car il consolide une provocation antérieure, crée un précédent et négocie en fait pour entériner un fait accompli. Pourquoi n'y a-t-il pas un coup d'arrêt de la communauté internationale ? Essayons en quelques mots de cerner la stratégie israélienne basée avant tout sur la force et l'impunité. Les pays occidentaux- du fait de l'expiation toujours recommencée des massacres des Juifs durant la seconde guerre mondiale par l'un des leur - absolvent systématiquement Israël. Ils n'ont pas seulement donné des armes les plus sophistiquées, mais de plus ils ont permis aux israéliens de faire rapidement le saut qualitatif en recherche scientifique et notamment militaire. Des décennies de recherche fondamentales ont été offertes sur un plateau à l'Etat sioniste, sans qu'ils aient déboursés un kopeck. Je veux parler notamment de la recherche en électronique en biologie et en informatique en haute technologie et là on s'aperçoit que l'élève dépasse le maître au point de le concurrencer dans la vente d'armes. Israël est dans le club fermé des vendeurs d'armes de dernières générations elle se permet de vendre des drones aux pays occidentaux. L'impunité est totale ; Israël se veut l'avant-garde de la civilisation en terre de Barbarie. Israël fait partie de l'union Européenne à 5000 km sans en avoir les charges et elle est aussi membre de L'OCDE .

Saëb Erekat négociateur palestinien depuis dix ans et qui connaît les arcanes des différentes négociations précédentes parle d'un parti-pris à l'époque de l'administration Clinton en 2000 qui s'est rangée derrière la position israélienne. Écoutons le : « (...) En suivant cette stratégie, l'administration Clinton a montré son incapacité à comprendre que

les Palestiniens n'accepteront rien de moins qu'un Etat fondé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Concernant Jérusalem, les négociateurs américains à Camp David soumièrent à la partie palestinienne exactement les mêmes propositions que celles que les délégués israéliens avaient remises au président Arafat quelques semaines avant le sommet. Les négociateurs palestiniens durent expliquer à leurs homologues américains la différence entre d'une part Abu Dis et Kufr Aqab, villes qui ne faisaient pas partie de Jérusalem avant leur annexion illégale par Israël, et d'autre part Silwan et Sheikh Jarrah, des quartiers qui ont toujours appartenu à Jérusalem ».(5)

« Pourtant, les propositions soumises à Camp David à la partie palestinienne pour résoudre la question de Jérusalem passaient sous silence le fait qu'Israël était la puissance occupante et qu'une prémisses essentielle du processus de paix est la fin de l'occupation commencée en 1967. De plus, les propositions ignoraient le fait que les Palestiniens avaient déjà fait une énorme concession historique en 1988 en reconnaissant le droit pour Israël d'exister sur 78 % du territoire de la Palestine historique, et en acceptant que 88 % de la municipalité de Jérusalem conquise en 1948 devienne Jérusalem-Ouest. Et pourtant à Camp David, on demanda aux Palestiniens d'accepter un nouveau compromis sur les 22 % restants de la Palestine historique ».(5)

Peut être qu'il serait plus sage de prévoir un Etat palestinien pour 2017 ; Un siècle après la Déclaration de Balfour. D'ici là de négociations en négociations de compromissions en compromissions, il ne restera rien des quelques lambeaux du bantoustan en peau de léopard actuel. Les Palestiniens seraient, alors, bien contents d'être repoussés loin dans le désert du Néguev. Gaza n'est pas loin. Le Grand Israël sortirait du mythe pour s'imposer dans l'histoire. Ainsi ira le Monde.

Notes/Références

- 1.Thami Bouhmouch <http://www.legrandsoir.info/Israel-la-bride-sur-le-cou.html> 09 2010
- 2.Hélène Bekmezian Pourparlers israélo-palestiniens :LeMonde.fr 02.09.10
- 3.Georges Malbrunot. Dahlan :« Nétanyahou cherche à gagner du temps » Figaro 31/08/2010.
4. Pascal Boniface : Sisyphe l'avait facile par rapport aux Palestiniens NouvelObs.06 09 2010
5. Saëb Erekat : Dix ans après Camp David, le temps n'est plus aux négociations, mais aux décisions ! Le Monde 10.09.10

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2010

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca